Cahier de doléances du Tiers État de Maninghen-au-Mont (Pas-de-Calais)

État et cahier des plaintes et doléances des habitans de la paroisse de Maninghen-au-Mont en Boulonnois.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, le dix du mois de mars, nous soussigné, propriétaires, fermiers et habitans de la paroisse de Maninghen-au-Mont en Boulonnois, tous nés François, âgés de vingt-cinq ans et plus, nous nous somme assemblés en la chambre ludiance de cette paroisse, au son de la cloche, en la manière accoutumé, afin de satisfaire aux ordres et volonté de Sa Majesté contenu en sa lettre du vingt-quatre de janvier dernier ; après avoir conféré et communiqué tous emsemble, nous nous somme accordé une voix commune de faire nos plaintes et doléances que nous croyons bien fondé ; afin de l'exposé de nos plaintes à rendre claire et proscice, nous procédrons de la manière qui suis :

1. La province du Boulonnois et réputé franche de son encienté. Le sole du paye et gônôralleraent fort médiocre et peu ferlille.
2. Nous nous croyons en droit de réclamer contre l'injustice qui s'exerce dans la province. Hélas ! pauvres et malheureux individus, nous qui n'avons reçu de la nature que des biens très médiocre, nous somme obligé de subir les travaux les plus pénible pour pourvoir à notre subsistance et de nos familles ; nous pouvons dire plus, c'est nous qui nourrisson les habitans des villes, c'est par nos peines et travaux que vivent les noble et de même les ecclésiastique. De quelle manière récompense-t-on nos travaux ? par des impost, des droit multiplié, en voilà le seul fruit ; tandy que nous voyons nos seigneurs mener un régime de vie le plus somptueux. Regardons-les du haut de leurs grandeurs paroître pour ainsi dire insensible aux événements fâcheux qui surviennent à leur vassaux. Ce que nous disons des nobles peu ainsi s'atribiere de même aux ecclésiastique.
3. Pour les vingtièmes et accessoire le Clergé, c'est-à-dire les abbés qui sont seigneurs de quelque terre et seigneurie et autres ecclésiastique, en sont exemps, même pour les sencives qu'il perçoivent en notre paroisse et autre de cette province.
4. Le quartier d'hivert, qu'on nous impose sous le titre de subvention, que nous croyons pouvoir remonter par exemple, ce quartier d'hivert est entierement surportée par le Tier-État ; le Clergé et la Noblesse tant ancienne que moderne en sont exempt.
5. La capitation, qui se répartie à la bien-vivance, quoiqu'il en soit ne donne aucune atteinte aux Clergé pour leurs fermes et dîmes qu'il tiennent, et fort souvent se sont eux qu'il possèdent les plus beaux biens des paroisses. Les nobles contribuent ordinairement à la capitation, mais il sont taxés arbitrairement, par un rôle séparé.
On ne considère leurs revenu et bien-vivance ; fort souvent ce sont eux-même qu'il font l'estimation de leurs bien, mais il ne le font pas toujours valoir selon leurs valeur, de manière qu'il y a une différence sensible de ce payement à ceux du Tier-État.
6. Il y a environs six à sept ans qu'on a introduit dans cette province des priseurs-vendeurs pour les vente des biens-meuble, pour lesquelles des particuliers sont obligé de détruire des partie de leur bien afin de pourvoir à leurs affaires, tandy qu'il emporte les vente qu'ils ont faite à la requette des particulier, de sorte que ces même particulier n'en sont plus les maîtres, de façon que, pour retirer leur vente et porté d'icelle, sont obligé de se pourvoir en justice contre lesdits priseurs-vendeur et payer des frais san fin, et ce qu'il empêche fort souvent de faire des inventaire de bien meuble pour prévenir à la multiplication de leur frais, cela sert souvant à intenter de trouble et procès dans des famille.
7. Depuis environs neuf ans on a introduit de même dans cette province un certain règlement qui conserne le droit de barras, qui gêne tellement la génération et multiplication des poulins que les propriétaire et fermier sont obligé de souffrir des intérêt considérable à raison des mauvais chevaux que les gardes-étalon

ramèment dans cette province, et étant sure de leur peine et salaire en vertu de leur ordonnance, négligent de faire sauter les juments dans des moment les plus propice et ce qui en diminue la quantité des poulins. Il seroit à souhaiter que les gardes-étalon seroient libre comme auparavant.

8. Les propriétaires et fermiers de cette province son grandement gêné pour mener leurs poulins aux foires et marchers de cette dite province, à raison qu'il faut un permis du Bureau de sa direction pour les conduire ; si on ne la vend pas, il faut prendre audit bureau un acquit-à-caution pour sortir de cette foire ou marcher, et si on veut les ramener au marcher d'autre jour il faut encore faire de même ; il seroit à souhaiter pour la tranquillité et le bien publique de cette province qu'un certificat d'un officier publique ou curé de chaque paroisse suffiroit pour mener et ramener ses bestiaux aux foire et marcher.

9. Les roturiers de cette province se trouvent accablés d'un droit de fran-fief à chaque mutation depuis 1752. Ces droits perçoivent sur les revenu des bien-fief et en sus de 10 sols de la livre. Ce droit fait souffrir et ruine quelquefois des particulier.

10. Dans cette petite paroisse et peu nombreuse, les roturier se plaintes au sujet des réparation de l'église et presbitaire qu'il se font fort souvant et touts à leurs charge, le Clergé demande toutes ces réparation et il n'en payent aucune partie, non plus que le seigneur foncier, de même le seigneur dominant.

11. Nous croyons pouvoir remontrer que les grands chemins, les chemin de communication et de traverse de ville, bourg et village de cette province, pour lesquels on oblige les propriétaire et fermiers de charier les cailloux et autre chose nécessaire à la corvée, tant pour la construction que réparation desdits chemins. Il seroit à souhaiter, ce nous semble, que ces travaux doivent être payé par les droits d'octroye.

12. Le Tier-État de cette province se trouvent quelquefois dans des difficulté et procès contre la Noblesse et les ecclésiastique et même l'un contre l'autre. Que nous croyons¹ pouvoir remontrer que par les prolongation de délaye et de différentes contestation injuste et quelquefois inutil qu'attribuent les avocast, au moyen de quoi prolongent le jugement des procès et souvent détruisent et ruinent des particuliers et même des famille.

13. Dans cette province et différente terre en particulier que la Noblesse par autorité veulent chasser dans les grains des roturiers avant que la récolte des grains soit faite. On demanderoit de pouvoir les empêcher.

14. Il² a dans plusieurs endroit de cette province des quantité de lapin que la Noblesse font engendrer, et ce sorte de vermene détruisent les récolte des particulier. On souhaiteroit leurs destruction.

15. Les seigneur de cette province abusent souvent de leur autorité en construissant des pigeonniers, et la grande quantité de pigeons qu'il gardent ne son seulement que pour causer un grand intérêt par le moyen qu'ils enlèvent les grains au temps de la semoison, de même en d'autre saison. On souhaiteroit de même leur destruction.

16. La grande quantité de bois que les seigneur font dérachter dans l'étendu de cette province, nous croyons pouvoir remontrer que si cela continue il se pourra que le bois y viendra d'une rareté imcomode au Tier-État.

17. Nous croyons pouvoir porter en plainte et remontrance qu'il se trouve dans cette province un impost sur les cuires, que le Tier-État en souffre un intérêt considérable au moyen que les commerçants ne peuvent faire aucun bénéfice, à raison de ces grands impost qu'il détruisent leurs peine et leurs gains.

18. Si tous ces impôts, quils empêchent et gênent la circulation du commerce, étoient acquitté sans distinction d'Ordre et d'état, le Tier-État seroient beaucoup déchargé et le Roi percevroient des sommes qui seroient suffisante pour pourvoir emplement au besoin de l'État.

Nous suplions notre bon roi Louis seize, et, fidel sujet, nous promettons de faire tous nos effort pour contribuer au bien de l'État afin de conserver l'honneur et la gloire de la Couronne, nous prions Dieu pour la conservation de sa sacrée personne, nous adressons nos vœux au Ciel pour la conservation et prospérité de M. Necker, ce digne et fidel ministre.

¹ croyons

² y